

" L'observatoire des énergies renouvelables, organisateur du concours "Habitat solaire, habitat d'aujourd'hui" a décerné le prix du bâtiment culturel au jardin botanique de Bordeaux ."

A suivre à Lyon

Du HQE dans l'ancien, c'est possible et rentable: une facture d'énergie divisée par 7.

Un architecte vient de terminer la rénovation d'une maison mitoyenne à Vaulx en Veslin. Un véritable show room pour le Développement Durable. La maison jumelle non rénovée consomme 350 Kwh/m2 par an, la villa rénovée a une consommation de 50 Kwh/m2. (Toit végétal et panneaux solaires, pompe à chaleur, récupérateur d'eau de pluie...)
Cette maison a reçu le label Minergie, un protocole environnemental suisse draconien, qui encourage les économies d'énergie dans l'habitat neuf et ancien. Avec 50 Kwh/m2 elle est même en dessous de la norme exigée à 80!!!

Source: Lyon capital

A suivre à Bruxelles:

Le cabinet suit les priorités environnementales de la présidence française de l'Union Européenne:

L'Union Européenne est depuis le 1er juillet sous présidence française. Notre cabinet suivra avec attention les chantiers prioritaires en matière d'environnement:

- le paquet énergie-climat : un accord pourrait être trouvé entre les 27 avant la fin de l'année.
- Le débat sur les OGM: la présidence française est l'occasion de relancer le débat sur l'évaluation des impacts environnementaux des OGM.
- Les agro-carburants.

Edito:

Le droit est un levier formidable pour faire évoluer le monde et la Cour de Justice des Communautés Européennes vient d'en administrer une nouvelle preuve.

Dans l'arrêt commune de Mesquer (affaire Erika) rendu le 24 juin, la Cour fait prévaloir le principe pollueur-payeur inscrit dans la directive déchets qui est affirmé comme un principe général dans la convention sur la responsabilité civile du fait des pollutions marines par hydrocarbures dans laquelle les pétroliers avaient obtenu le privilège indû de se voir exempter à priori de toute responsabilité.

C'est une avancée formidable du droit de l'environnement et dans une vie d'avocat, c'est un immense privilège que d'avoir pu y contribuer.

A suivre à Lille

Quel avenir pour les ch'tis ?

Désormais loin de l'image de Germinal, le Nord Pas-de-Calais poursuit son développement économique : le nombre de créations d'entreprises a bondi de + 7,5 %, atteignant 13.000 créations en 2007.

Le secteur du bâtiment profite pleinement de ce dynamisme : 18.200 logements ont été mis en chantier en 2007.

Cependant, 2008 devrait marquer un ralentissement : en effet les stocks augmentent (3.000 unités) et le nombre d'autorisations d'urbanisme a baissé de 22,4 % par rapport à 2006.

HUGLO
LEPAGE
ASSOCIÉS
CONSEIL



Focus sur Marie Pierre MAITRE

«Mon engagement pour l'environnement : aider les entreprises à se mettre en conformité avec la réglementation environnementale »

D'où venez-vous ?

Après 5 années d'enseignement à l'Université de Paris VII et une thèse de doctorat en droit communautaire, j'ai intégré, en 2000, le Cabinet Huglo-Lepage, au sein duquel j'ai pu continuer à développer une activité d'écriture (en tant que membre des comités de rédaction des revues : Environnement du Jurisclasseur, Environnement & Technique, Copropriété, Gazette du Palais ...) mais également une activité de formation.

Aujourd'hui associée, la recherche, la veille juridique, l'écriture et l'enseignement sont pour nos clients gages d'une parfaite connaissance d'un droit en constante évolution.

Que faites vous ?

Responsable du service Recherche & Veille juridique, j'interviens en droit de l'environnement, de l'hygiène et de la sécurité.

Mon service développe une activité de conseil, parce que la prévention est un principe général du droit de l'environnement, et que dans ce domaine plus que dans d'autres, mieux vaut prévenir que guérir.

Nous accompagnons les entreprises dans leur mise en conformité avec la réglementation environnementale (accompagnement lors de démarches administratives, sécurisation des dossiers de demande d'autorisation ...), dans leurs démarches ISO 14001, OHSAS 18001, avec la mise en place de référentiels réglementaires, de veilles juridiques, et la réalisation d'audits de conformité réglementaire

Quelles sont vos perspectives ?

Aider les entreprises à développer des stratégies pour se conformer à des réglementations complexes (DEEE, Reach, ...) et aux évolutions initiées par le Grenelle de l'environnement et le droit communautaire.

Parce que les entreprises se développent à l'étranger, je souhaite également pouvoir les accompagner en réalisant des études de droit comparé avec l'aide de notre réseau de correspondants.



Nous participons à :

- **2 et 3 juin:** Pont Formation: réussir l'implantation d'une ICPE. MP MAITRE A.MOUSTARDIER
- **5 juin:** Comité Médicis à Rome: C.LEPAGE
- **6 juin:** Forum Euro méditerranéen à Tanger: C.LEPAGE
- **7 juin:** Parti de l'environnement et du développement à Rabat: C.LEPAGE C.HUGLO
- **9,10,11 juin:** École des ponts: Réussir l'implantation d'une étude d'impact. MP MAITRE E.MITEVA
- **13 juin:** Congrès National SNCT: C.LEPAGE
- **12 et 13 juin:** EFE: Maîtriser la réglementation santé/sécurité MP MAITRE L.GRINFOGEL
- **13 juin:** Formation RSE de B&A : Achats durables et étiquetage environnemental. A.FOURMON
- **18 juin:** Comundi: La rénovation énergétique des bâtiments. MP MAITRE
- **18 juin:** Réseau Idéal: 10 èmes Assises Nationales de la Gestion Territoriale des déchets. A.GOSSEMENT
- **19 juin:** Prosodie : le Grenelle de l'environnement. C.LEPAGE
- **19 juin:** CHEE. C.LEPAGE
- **19 juin:** Club Négobois : Environnement et développement durable. C.LEPAGE
- **20 juin:** Petit Déjeuner Huglo Lepage: Etes vous Reach Ready? MP.MAITRE A.FOURMON
- **24 juin:** Matinée Débat Lexis Nexis: ICPE quelles nouveautés? C.HUGLO MP.MAITRE A.MOUSTARDIER
- **24 juin:** EFE: Actualités des PPP. C.LEPAGE
- **25 et 26 juin:** FEDEREC: Symposium des métiers du recyclage–Nouvelles matières premières. C.LEPAGE A.GOSSEMENT
- **27 juin:** AFILOG: La réglementation des entrepôts.C.HUGLO MP MAITRE
- **30 juin:** Sciences po : l'information environnementale par les entreprises à l'intention des investisseurs. A.GOSSEMENT

Ils ont dit...

- **Le Monde du Droit: 15 juin 2008: Droit de l'environnement; développement durable: la ruée vers l'or vert. C.LEPAGE**
- **Valeurs actuelles 13 au 19 juin 2008: Pour ou contre l'annulation du mariage de Lille. C.LEPAGE**
- **Les Annonces de la Seine 9 juin 2008: La gouvernance écologique: Rapport de la mission confiée à Corinne Lepage.**
- **Journal des sociétés juin 2008: Les avocats, artisans de l'avenir de l'indispensable référé administratif. C.HUGLO**
- **Profession nouveau papetier juillet 2008: Développement Durable: Nous devons changer nos modes de réflexions. C.LEPAGE**
- **Regard sur le numérique juin 2008: « Les technologies de l'information ont un rôle à jouer dans le développement durable »C.LEPAGE**
- **Le Monde 27 juin 2008: Lutte contre la pollution, les entreprises paieront. C.LEPAGE**

Nous avons écrit:

- **Actu-environnement: Le ministère de l'environnement a perdu la bataille qui l'opposait à l'équipement depuis 40 ans. C.LEPAGE.**
- **Face au risque juin/ juillet 2008: Responsabilité de l'État dans la mise en œuvre des PPRN. B.BERGER**
- **Environnement & Technique juin 2008: vers la création d'un troisième régime Installation Classée. C.HUGLO, MP MAITRE, G.BRIGANT.**
- **BDEI mai 2008: L'appréciation par le juge de la caducité et de la péremption de l'autorisation d'exploiter et ses conséquences. A.MOUSTARDIER.**
- **Minute réglementaire Environnement & Technique juin 2008: les pneumatiques usagés. Service Recherche & Veille juridique.**
- **PHAR Juin 2008: Le statut des PHAR à l'épreuve de la réforme des structures de soins. F.BRAUD.**

La décision du mois:

Par arrêt du 24 juin 2008, la Cour de Justice des Communautés Européennes vient de donner raison à la commune de Mesquer et impose le principe pollueur/payeur dans les pollutions accidentelles par hydrocarbures.

Reconnaissant le caractère de déchet du déversement de fuel; la Cour a ainsi jugé que :

le juge national peut considérer le vendeur et l'affrèteur comme producteur du déchet et, en conséquence, comme détenteurs de ce déchet s'ils ont participé à la survenance de la pollution,

si les coûts pris en charge par le FIPOL ne couvrent pas les coûts liés à l'élimination des déchets et que le droit national ne permet pas, y compris du fait de la Convention, la réparation intégrale de ces coûts, le droit national doit, pour transposer l'article 15 de la directive déchets, prévoir que « *les coûts soient supportés par l'affrèteur et le vendeur des hydrocarbures s'ils ont participé à la survenance de la pollution en application du principe pollueur/payeur* ».

C'est un grand succès pour les communes et pour les défenseurs de l'environnement puisque la Cour fait primer le principe pollueur/payeur sur la convention qui permettait aux affrêteurs de se dédouaner de toute responsabilité.